



Mairie, 18 rue de la Mairie -45460

Envoyé en préfecture le 16/02/2026

Reçu en préfecture le 16/02/2026

Publié le

ID : 045-214500498-20260205-2026020502-DE

n° d'enregistrement ACTES

## **Conseil Municipal**

### **Délibération numéro 2026020502**

Date de la  
convocation  
30.01.2026

Date  
d'affichage  
30.01.2026

Nombres de  
membre  
En exercice : 15  
Présents : 11  
Votants : 13

L'an deux mille vingt-six, le cinq février à vingt heures trente, les membres du Conseil Municipal de BOUZY-LA-FORET se sont réunis, à la mairie.

Présents : Mmes et Mrs. Florence BONDUEL, Jean-Claude TONDU, Christian TOUSSAINT, Christian AMEUR, François DAUBIN, Sylvie VUILLET, Yann GOLLION, Gilberte BADAIRE, Ilona BERNY-VILFROY, Aurélia BLOT, Aurélie DAUBIN

Absents donnant pouvoir : Catherine FOUCAULT à Yann GOLLION, Dominique BAUDOIN à Florence BONDUEL,

Absente : Jonathan RÉMÉNÉ (arrivé à 21h15), Sophie THIRET épouse ALLION,

Délibération  
2026020502

Pour 13  
Contre 0  
Abstention 0

#### **Délibération 2026020502 : Participation appel public à concurrence lancé par le CDG45 pour la conclusion d'un contrat collectif portant convention de participation pour la protection sociale complémentaire des agents**

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Les risques santé : mutuelle contractée par un agent pour compléter les remboursements de la sécurité sociale en matière de frais médicaux (médecins, pharmacie, spécialistes...),
- Les risques prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès (agent en arrêt pour maladie, ou radié pour raisons de santé).

Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur doivent être proposées selon le mode de contractualisation :

- contrat individuel d'assurance labellisé,
- contrat collectif d'assurance à adhésion facultative - ou obligatoire - souscrit dans le cadre d'une convention de participation.

Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance soit par l'employeur, soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur, sur la base de la procédure déclinée dans le décret n°2011-1474.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,**

**Décide, pour les risques prévoyance et santé, pour un effet des garanties au 01/01/2027, de participer à l'appel public à concurrence lancé par le Centre de gestion du Loiret en vue de la conclusion d'un contrat collectif d'assurance souscrit dans le cadre d'une convention de participation.**



Mairie, 18 rue de la Mairie -45460

Envoyé en préfecture le 16/02/2026

Reçu en préfecture le 16/02/2026

Publié le

Préfecture du Loiret le ...

ID : 045-214500498-20260205-2026020502-DE

II - Enregistrement AOTES

## **Conseil Municipal**

### **Délibération numéro 2026020502**

**Le Maire,**  
**Florence BONDUEL**



**La Secrétaire de séance,**  
**Aurélia BLOT,**  
**Conseillère municipale.**

Madame la Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>